Anachronisme et légitimité de la notion d'intellectuel pré-moderne¹

DANIÈLE
LETOCHA

Élisabeth Lévy : La fonction des intellectuels, c'est la transmission.

Umberto Eco : Oui, mais c'est la transmission de ce que les autres ne disent pas.
(*Culture et dépendances*, TV5, Montréal, 14 juillet 2002)

Summary: *The term intellectuals(s) has been in use for scarcely more than one century. What is its definition? What conditions of possibility govern the emergence of the Modern intellectual? How many of these conditions can be traced to the past? The typological approach used here sets the origin of the intellectual's role and status in the new paradigm of power established in Carolingian times (781–804), which displayed a peculiar axiom: the idea that all Power is intrinsically divisible. This view was already five centuries-old when Petrarch claimed the autonomous position of cultural critic—not the Modern intellectual's status, but some of his authority, though on different grounds.*

Dans la notion d'*intellectuel(s)*² prise substantivement, on trouve l'idée obscure de quelque lumière reçue, capable de révéler à tous un sens pourtant déjà là mais demeuré implicite, inaperçu ou inassignable. On reconnaît l'intellectuel à ce qu'il montre à une *intelligentsia* des obstacles à la vérité ou à la justice : une contradiction paresseuse, un fondement occulté, une évidence menaçant le confort des idées consensuelles. On pourrait donc suivre Michel Winock lorsqu'il donne en paradigme la définition de Jean-Paul Sartre :

Originellement, donc, l'ensemble des intellectuels apparaît comme une diversité d'hommes ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l'intelligence (science exacte, science appliquée, médecine, littérature, etc.) et qui abusent de cette notoriété pour sortir de leurs domaines et critiquer la société et les pouvoirs établis au nom d'une conception globale et dogmatique (vague ou précise, moraliste ou marxiste) de l'homme.³

Encore faut-il voir aussi que la parole de l'intellectuel n'est pas seulement négative. Dans sa fonction prophétique, elle énonce/annonce le potentiel de nouveauté, de subversion, de rayonnement inhérent à des hypothèses et instruments inédits : univers infini, armes atomiques, télévision, ou encore, dans le passé, presse à imprimer, calcul sur tableau à double entrée, modèle héliocentrique, perspective picturale géométrique, etc. Le lieu où s'opère cette interpellation, c'est le tissu complexe de la culture, à la rencontre des idées théoriques et des valeurs, de la *doctrina* et de la *virtus*, de la *scientia* et de la *sapientia*.

Selon qu'on définit l'intellectuel par écart différentiel avec le travailleur manuel, avec le partisan politique, avec l'artiste, avec l'érudit expert, avec le savant formé aux sciences naturelles, avec le technicien enfin, on obtient des aires sémantiques à géométrie variable, la première acception englobant les suivantes, dans un espace flou. S'agit-il, ici encore, des variantes d'un même noyau substantiel ? Ou trouvons-nous plutôt un usage accidentel du même mot pour désigner des figures faiblement analogues ? Un regard vers le découpage de l'aire sémantique anglo-saxonne correspondante montre que le terme de *intellectual(s)* occupe un créneau qui ne coïncide pas exactement avec celui du mot français. En effet, entre *arts scholar*, *academic*, *thinker*, *natural scientist*, *learned mind*, *publicist*, *activist*, *practitioner*, *empirical*, le terme d'*intellectual(s)* garde encore aujourd'hui une nuance de gallicisme utile pour parler des « philosophes » du XVIII^e siècle français et de ceux qui se veulent leurs héritiers jusqu'à aujourd'hui⁴. Mais toujours il comporte quelque biais péjoratif ironique qui, dans une culture centrée sur l'empirie, ridiculise le caractère spéculatif (donc arbitraire) du monde des *intellectuals* : en somme, ceux-ci sont touchés par le même discrédit que les métaphysiciens.

Peut-on montrer que les significations anglaise et française se recoupent suffisamment pour avoir globalement un référent synchronique commun dans le siècle qui nous précède ? Dans les deux contextes, assurément, la figure de l'intellectuel conserve une dimension paradoxale : il apparaît tantôt comme le gardien fidèle du patrimoine symbolique commun, tantôt comme créateur d'utopies singulières concernant le sort collectif. Mais, érudit hautain ou visionnaire rationaliste, toujours il est celui que l'on reconnaît comme habilité à dire : « Le roi est nu ». Il cherche à nommer et à cristalliser des enjeux tantôt scientifiques et tantôt publics sans se laisser enfermer dans le déjà pensé et le déjà dit. Une autonomie intellectuelle minimale le définit : il prend sur le savoir et sur la culture une posture d'héritier interrogatif. L'intellectuel est celui qui change les questions plus que les réponses. En effet, son rapport au savoir ne saurait être une réplique/transmission à l'identique. Car, à l'instar du rapport d'un locuteur à sa

langue maternelle, en vertu même d'une certaine conception divinisante du savoir aussi ancienne que Socrate (et dont les vestiges survivent encore aujourd'hui), l'intellectuel moderne le plus servile ne peut manquer d'infléchir et de transformer l'héritage qu'il transmet. Cela peut s'opérer presque à son insu ou, au contraire, selon un projet éminemment personnel d'appropriation critique : l'éventail des positions est largement ouvert. L'intellectuel encyclopédiste et le penseur critique participent-ils de la même activité « révélatrice » ? Certains historiens et sociologues le pensent et c'est chez eux que la notion d'intellectuel a le plus large spectre. On y trouve comme commun dénominateur le fait que l'intellectuel est capable de confronter son savoir à la conjoncture du présent pour en mesurer la pertinence. Dans son rôle d'intellectuel, il veut traiter les savoirs et les arts comme offrant ou non des réponses aux crises de son temps.

La présente étude entend d'abord retracer l'histoire et l'aire sémantique de ce mot *d'intellectuel(s)* qui n'a qu'un siècle. Il s'agit ensuite de classer les traits qui ont caractérisé l'intellectuel contemporain. Quelles sont les conditions de possibilité de cette posture socio-culturelle de l'individu et des groupes, conditions largement érodées par le règne univoque du néo-libéralisme depuis 1980 ? Le rapport à l'autorité morale de l'intellectuel sera au centre de notre propos : d'où vient cette autorité spécifique que l'intellectuel revendique/prend/reçoit/exerce dans son rôle public ? Sur qui s'exerce-t-elle ?

Depuis l'essai largement célébré de Jacques Le Goff sur les intellectuels au Moyen Âge⁵ paru il y a quarante-cinq ans et réédité en 1985 avec une nouvelle préface confirmant la pertinence de son titre, la projection rétrospective du terme d'*intellectuel* s'est élargie et légitimée dans les pratiques savantes. On le trouve libéralement appliqué aux humanistes des XV^e et XVI^e siècles ainsi qu'aux « politiques » de la seconde moitié du XVI^e siècle français⁶. Nous soutiendrons que l'autorité morale et civique constitue encore ici le trait marquant de l'intellectuel renaissant. Enfin, nous indiquerons qu'au principe de cette autorité, il y a un postulat propre à l'Europe occidentale : la divisibilité du pouvoir entre l'*auctoritas* de l'intellectuel et la *potestas* du prince.

I. Le mot

En français, le substantif *intellectuel(s)*⁷ apparaît au tournant du XX^e siècle, dans les controverses de l'Affaire Dreyfus qui occupèrent en France la presse d'opinion entre 1894 et 1906⁸. Georges Clémenceau, rapidement gagné à la défense de Dreyfus, était alors directeur du journal *L'Aurore* qui avait accueilli le fameux manifeste d'Émile Zola, « J'accuse . . . » dans ses pages le 13 janvier 1898. Parmi ceux qu'on appelait encore des *dreyfusistes*, il

distingueait, d'une part, les professionnels des tribunes publiques — députés et journalistes principalement — et, d'autre part, des individus sans attaches précises avec les partis politiques mais s'étant acquis une renommée personnelle chacun dans un domaine de la vie de l'esprit — écrivains, artistes et universitaires —, qui venaient prendre la parole en se mêlant « de ce qui ne les regardait pas »⁹.

Comme d'autres à cette date, Clémenceau met dans le mot *intellectuel(s)* un fort coefficient péjoratif : déficit de compétence politique d'abord, vague détournement d'autorité ensuite. L'intellectuel s'improvise, juge et donne une opinion non sollicitée, apparemment arbitraire. Or, l'impact du « J'accuse . . . » réveille tous les milieux instruits de France et de Navarre. Deux jours plus tard, trente universitaires, médecins, gens de lettres, avocats et étudiants signent une pétition (bientôt suivie de plusieurs autres) pour exiger la révision du procès de Dreyfus¹⁰ et celle de l'acquiescement d'Estherazy. Ces gens influents mais disparates se regroupent ponctuellement pour transcender ce qui se montre comme grenouillage de politiciens et corruption de magistrats. Ils interviennent sur la place publique pour condamner le primat absolu de la raison d'État. Leur « virginité politique » est invoquée et perçue par l'opinion publique comme un argument de plus en leur faveur, s'ajoutant aux valeurs universelles de justice, de dignité et de liberté¹¹ qu'ils invoquent en rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et singulièrement, les droits naturels et imprescriptibles qu'elle garantit.

Dans son tableau historique détaillé, Michel Winock montre une polarisation tout à fait consciente. D'un côté, s'affirme la figure de l'intellectuel investi d'une noble mission et qui défend la moralité publique : elle tend à opérer comme une « fonction sacerdotale » républicaine. À mesure que s'affirme la sécularisation de l'État et de la culture, l'intellectuel tend à devenir une figure de plus en plus sacrée. De l'autre côté, cette auto-institution des intellectuels en défenseurs de la vérité excède les conservateurs qui crient à l'imposture et à la manipulation¹², dont Ferdinand Brunetière, directeur de la *Revue des deux mondes* :

Et cette pétition qu'on fait circuler parmi les *Intellectuels*, le seul fait qu'on ait récemment créé ce mot d'*Intellectuels* pour désigner, comme une sorte de caste nobiliaire, les gens qui vivent dans les laboratoires et les bibliothèques, ce fait seul dénonce un des travers les plus ridicules de notre époque, je veux dire la prétention de hausser les écrivains, les savants, les professeurs, les philologues au rang des surhommes.¹³

Dérision, donc, qui disparaît vingt ans plus tard, après le traité de Versailles. La perception qu'on a de l'intellectuel devient alors celle d'un esprit sérieux et cultivé qui, en sus de sa tâche professionnelle, se dévoue au

service de toute la société d'une manière désintéressée, c'est-à-dire non partisane¹⁴. Car cette injonction à garder des distances envers les factions et partis est censée garantir l'objectivité. Elle marque la dimension prophétique de la parole, reconnue comme supérieure aux discours instrumentaux. Mais toujours la définition de ce mot récent distingue le versant des savoirs et le versant des valeurs. Tout savant n'est pas nécessairement un intellectuel : la compétence savante n'est pas la compétence citoyenne. L'adage renaissant disait déjà : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » (Rabelais, *Pantagruel*, ch. 8). Cependant, celui qui prétend exercer le leadership en morale publique, lequel est le propre de l'intellectuel, fût-ce dans une optique machiavélienne ou hobbesienne, celui-là doit d'abord être reconnu comme sommité dans un champ de la culture savante considérée dans la perspective des arts libéraux (et non pas comme spécialisation technicienne). Il tient de là une première autorité professionnelle qui lui suffit dans les circonstances ordinaires de la vie. Ce sont les crises qui l'appellent à prendre la parole dans le forum citoyen, avec les risques que cela comporte : risques de se tromper, risques de perdre des amis, enfin risque de subir la répression des pouvoirs. Car toute démarche de l'intellectuel accuse des clivages : d'arguments, de doctrines, d'alignements. Donc, au tournant du XX^e siècle, dans une crise majeure où l'on a vu les élites de l'armée et des partis se fourvoyer et s'avilir, l'intellectuel est entré en scène, a reçu son nom et son emploi dans le scénario de la dramaturgie socio-culturelle qui ramasse le XX^e siècle en un tout narratif.

Il faut noter que Winock (comme la plupart des essayistes français) suit Sartre dans un autre usage et sans s'en expliquer : ni son portrait-type, ni son étude chronologique détaillée n'accordent une place spécifique aux femmes. C'est que, dans l'espace européen, l'intellectuel est celui qui intervient prioritairement dans l'arène politique (au sens du souci *du* politique). Or, sauf pour de rares exceptions, les femmes préoccupées par le sort politique et civique des sociétés n'avaient pas pu acquérir cette compétence théorique certifiée par les institutions qui est à la base de l'autorité de l'intellectuel et qui permet sa reconnaissance publique. Elles ont semblé être majoritairement attachées à la chose littéraire (comme vecteur d'action) ou, après 1945, à l'édition universitaire qui explique et commente la vie politique. Surtout avant qu'elles n'obtiennent le droit de vote, les femmes ont donc dû compter sur leur influence personnelle mais indirecte ou encore sur l'antique pouvoir de tenir salon. . . ¹⁵.

II. La chose

Ce mot d' *intellectuel(s)* qui n'a que cent ans, doit-il rigoureusement être confiné à la caractérisation du XX^e siècle ? Si l'on transfère cette désignation

vers le passé pour y reconnaître des intellectuels avant la lettre, tombe-t-on dans un anachronisme vulgaire qui augmente encore la confusion des genres¹⁶ ? Pèche-t-on par projection historiciste ? Peut-être. Néanmoins, si on veut l'exporter hors du XX^e siècle, et surtout en deçà du XVII^e, du point de vue méthodologique, il faut s'assurer qu'on sait exactement ce qu'on transfère et ce qu'on déleste dans cette opération rétrospective. Par principe, il faut s'attendre à ce que, dans des formations sociales différentes, les tâches de la pensée, autant que leur répartition, soient également différentes, le spectre des fonctions faisant une place variable à ceux qui *cogitant*, *laborant*, *orant*, etc. La règle historique fait voir que plus on recule vers l'époque carolingienne et plus l'assise de l'engagement des lettrés se révèle précaire, leur fonction sociale, flottante.

Partons de la figure de l'intellectuel contemporain et de ses conditions de possibilité. On postule donc ici qu'un rapport libéral au savoir humanise et grandit l'homme, affine sa conscience communautaire, le prépare aux responsabilités civiques, aux devoirs (aux *officiis* du traité de Cicéron). Sans doute peut-on voir là les vestiges de la conception platonicienne des rapports entre le vrai et le bien où le savoir des vérités nécessaires sauve l'homme de la contingence insignifiante. L'intellectuel français présente les conditions de la vertu parce qu'il s'inscrit dans le monde théorique et non pratique, dans l'univers de l'*otium* et non dans celui du *negotium*. Il se dit engagé, certes, mais au nom de principes supérieurs, directement opposés aux passions politiques ou mercantiles, tels la justice en soi, l'Homme de partout et de tout temps, etc.¹⁷.

La figure de l'intellectuel contemporain est celle d'une sorte d'oracle aux lumières privilégiées qui s'arroge un magistère moral parfois hautain et élitiste, parfois plus populiste et ironique. Mais l'intellectuel ne peut pas donner prise aux accusations de démagogie sans perdre son statut puisqu'une large part de son crédit tient à son intégrité et au souci du bien commun dont on le croit animé. D'une part, en prenant la parole sans mandat explicite, l'intellectuel manifeste la croyance démocratique selon laquelle tous les enjeux de société concernent tous les citoyens qui n'ont donc pas à justifier de quel droit ils expriment une opinion. Retenons cet axiome : il faut qu'il y ait un espace de débat public (même limité, même infléchi par la censure) pour qu'une société génère des intellectuels. Mais, d'autre part, ce même intellectuel doit, pour exercer sa fonction, apparaître comme le penseur providentiel : celui qui déclenche une identification collective sans recours à la coercition, celui dont l'ascendant donne/retire autorité et légitimité (à défaut de légalité) à telle question, à telle thèse, à telle aspiration collective. L'intellectuel met son poids dans la balance, exhorte, dénonce, morigène. Il valide et accrédite une vision du monde : toujours il y a, traversant l'analyse,

une dimension idéologique à son discours et c'est précisément en cela qu'il se démarque du savant et du technicien. Tout intellectuel est un penseur « engagé » quoique à des degrés variables selon l'époque et selon l'individu. Certainement, entre Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, la différence des caractères changeait le style d'intervention publique. Mais, dans les sociétés néo-libérales où nous vivons aujourd'hui et qui ne reconnaissent que les forces technologiques et économiques, les discours ont muté. Les représentants des entreprises multinationales et des parquets de bourses, *s'exprimant professionnellement*, ne peuvent pas jouer le rôle des intellectuels, ce qui montre clairement la composante éthico-civique de la notion moderne d'intellectuel. Il faut en effet convenir collectivement que la pure efficacité n'est jamais le dernier mot de la culture, bref que Socrate a raison contre les sophistes (tels que Platon les a construits). Il faut donc supposer un milieu « lettré » d'où émane l'intellectuel, auquel il s'adresse et qu'il prend à témoin de la vérité : il n'y a pas d'intellectuel sans opinion publique minimale, fût-elle clandestine.

Pour poursuivre dans la logique typologique, on peut marquer les arêtes suivantes :

1) L'intellectuel n'est pas le produit d'une institution ni d'un appareil qui offrirait quelque protection. Fragile et vulnérable, il s'avance seul et parle à la première personne, alléguant le droit et le devoir de dissidence. En apparence dysfonctionnel, il appelle en quelque sorte l'accusation d'anarchisme ou de sédition qu'il a souvent payée cher. Ne recevant pas son autorité du pouvoir politique, il doit la trouver soit au dehors, dans un passé originaire et fondateur du sens, soit en lui-même, dans sa démarche de réflexion critique tout à fait intime et personnelle. Cette subjectivité privée ne peut pas se voir investie d'autorité civique à moins qu'elle ne transcende l'arbitraire individuel et l'idiosyncrasie. Par définition, l'intellectuel intervient de manière individualiste pour défendre des enjeux universalisables. Pour cela, il lui faut une assise épistémologique et éthique de sujet libre dans sa pensée comme dans son sentiment moral.

2) Or, avant Descartes et Kant, il n'existe pas de théorie articulée capable de fonder en raison l'universalité des positions d'un individu. Par universalité, on entend ici le fait que l'intellectuel s'ancre dans une rationalité publique, impersonnelle et abstraite où la voix du prince (ou celle du pape) ne vaut pas plus que la logique de son argumentation. Devant les jeux politiques, en effet, l'intellectuel change le registre de formulation des questions et des réponses : dans une temporalité plus ample, en menant une discussion sur les définitions, les fondements et les finalités de la vie en société, en rendant ses droits à une argumentation théorique claire et tranchante, l'intellectuel ne peut manquer d'accuser les contradictions dormantes et de déstabiliser le crédit des gouvernants. Cette *auctoritas* qu'il exerce, il n'en revendique pas le mérite, ni le profit pour lui-même. L'intellectuel, contrairement au savant, joue un rôle essentiellement relationnel. En effet, l'autorité normative du sujet rationnel tient à son image de sagesse inquiétante pour tout pouvoir : elle cristallise les malaises et les objections dans une opinion publique qui devient alors un acteur politique potentiellement dangereux. L'universalité de la raison

invoquée permet l'identification de l'élite informée avec les thèses des intellectuels critiques. On voit donc que l'intellectuel, en apparence prophète désarmé et distant des intérêts politiques immédiats, jouit pourtant d'un contre-pouvoir significatif. Il se découvre une noble vocation pour amender la république au nom d'une éthique publique supérieure et d'un savoir distancié. Or, le savoir le plus abstrait demeure toujours une sorte de pouvoir, en l'occurrence : un pouvoir « propre », qu'on veut croire transparent, partagé et bénéfique.

Comme Machiavel le démontre à maintes reprises, il est souvent nécessaire que ce pouvoir demeure occulte. Il s'ensuit que, dans l'exercice de son devoir de remontrance, l'intellectuel occidental se voit accorder par l'opinion publique moderne une sorte de puissance tribunitienne ainsi que l'inviolabilité qui s'y rattache¹⁸. Le contre-pouvoir qu'il exerce s'avère à la longue nécessaire à la santé et à la survie de la culture elle-même. On l'accepte donc (ou on le tolère) parce qu'on lui reconnaît la fonction de gardien de l'honneur public. C'est pourquoi il a paru légitime de demander des comptes aux intellectuels sur leurs responsabilités devant les dérives fascistes et stalinienne du XX^e siècle. Le pouvoir qui réprime et censure les intellectuels se déconsidère et se rend suspect d'abus. Cette conviction de la légitimité essentielle du rôle de l'intellectuel est-elle apparue avec la modernité tardive ? En tout cas, on ne la trouve pas en dehors de l'Occident.

En résumé, cette figure qu'est l'intellectuel occidental moderne n'est possible qu'à la double condition que : 1) Il prenne la posture du juste, investissant ainsi une « place » qui préexiste à son discours ; il invoque abruptement une autorité non récusable parce que, à l'intersection du rationnel et du raisonnable, il représente plus que lui-même en défendant un héritage de valeurs communes, et que : 2) Cette « place » virtuelle aille de pair avec une conception poreuse du pouvoir politique (qui n'a pas cours dans les sociétés traditionnelles archaïques ni en Orient). Une sorte d'analogue au théorème d'incomplétude de Gödel, par où, depuis le procès de Socrate, chemine l'idée que le pouvoir ne peut rendre raison de lui-même dans l'immanence. Nous rencontrons une conviction reconnue et discutée depuis le *Défensor Pacis* (1324) de Marsile de Padoue selon laquelle le pouvoir est intrinsèquement divisible. La rationalité politique ne peut jamais prétendre coïncider avec la totalité de la raison. *Il y a un dehors au pouvoir* et l'intellectuel se tient dans cette extériorité dialectique irréductible¹⁹. Interdire, terroriser, éliminer les intellectuels revient donc à pratiquer une dénégation et du réel, et de la conscience civique. Or, chez le prince, cette dénégation peut se révéler suicidaire dans l'histoire. Il faut penser et agir dans la dualité car, d'une part, nul ne peut gouverner sous les seules lumières de la raison, l'exercice effectif du pouvoir exigeant l'ombre, l'approximation et l'équivoque, mais, d'autre part, nul ne peut penser le bien commun

en s'enfermant dans la seule sphère politique. L'intellectuel est donc nécessairement un penseur substantiel et critique qui connaît le danger, la force et les limites de sa propre autonomie.

Du point de vue qui nous intéresse ici, celui des conditions de possibilité et d'émergence de l'*intellectuel*, on peut avancer que ce sont des conditions de représentation et d'action politiques antérieures à la modernité qui permettent de comprendre le statut très particulier de l'intellectuel moderne, en Europe de l'ouest. On peut constater un double clivage : sur l'axe synchrone, entre l'est et l'ouest de l'Europe, et sur l'axe diachronique ensuite, entre le notre présent et le moment de la fondation du Saint-Empire en 800 par Charlemagne, comparé à l'Antiquité romaine. Ni à l'est, ni dans le passé antique antérieur à la chute de l'Empire romain d'Occident, on ne constate cette définition d'une *potestas* intrinsèquement duelle²⁰. La vie intellectuelle (ni d'ailleurs la sphère religieuse) n'y est pas pensée comme hétérogène, opposable à la logique politique.

L'Europe orientale, c'est en gros : le bassin grec de la Méditerranée antique qui survécut aux invasions barbares et passa à l'orthodoxie religieuse par le Schisme d'Orient de 1054. Parmi d'autres, le modèle présenté par George Schöpflin²¹ (dans le contexte d'un éclairage oblique sur la chute du mur de Berlin) se résume ainsi : dès le Moyen Âge, on observe à l'est un État fort et monolithique encadrant une société faible par une multitude de fonctionnaires tandis qu'à l'ouest, un État faible et fragmenté dans sa définition même fait face à une société civile qui a l'initiative dans trois champs : le commerce, la vie intellectuelle et l'urbanisation. En acceptant que des activités se développent en dehors de la sphère étatique, le pouvoir politique reconnaît le principe de compétence et d'expertise. Autant le canoniste dans l'Église que le juriste à la cour royale vont recevoir un rôle « neutre » d'arbitres non récusables, experts en formes contractuelles et fiscales. Cela suppose acquise l'idée que qu'on ne saurait à la fois jouer et contrôler les règles du jeu. Or, ce statut d'expert marque la séparation entre la pure légalité (la volonté du prince devenue loi) et la légitimité qui contraint les consciences et pour laquelle le prince doit compter avec les perceptions des gens influents. Il y a là la même distance que du fait au droit. Les universités créées à l'initiative des papes des XII^e et XIII^e siècles pour former des administrateurs ecclésiastiques grâce au droit impérial romain a tourné d'une manière imprévue (mais néanmoins tout à fait prévisible) : à partir du registre théorique où se développent les controverses argumentatives et débats intellectuels, il devient possible de s'établir dans la dissidence devant le pouvoir politique, précisément parce que le savoir n'est pas le pouvoir. C'est depuis ce lieu que la raison interroge les privilèges et les arguments d'autorité.

Ensuite entre le monde antique (y compris son intégration du christianisme) et cette même Europe occidentale illettrée et chrétienne du IX^e siècle où Charlemagne fait triompher les brutes franques sur les brutes saxonnes. On pourrait dire, pour rester dans la typologie, que le couple Alcuin d'York/Charlemagne illustre le moment fondateur de cette nouvelle figure qui deviendra l'intellectuel. Ces échanges surviennent entre 781 et 804. Charlemagne est demandeur : c'est lui qui prie Alcuin d'ajouter le poids du savoir à celui des armes. Alors, si Alcuin jouit d'une *auctoritas* reconnue, il va en user pour construire un monde symbolique qui opère comme source de légitimation autonome et conditionnelle, dont l'intellectuel est juge. Dans son *De arte rhetorica dialogus*²², Alcuin s'adresse en latin *au nom du savoir universel* à l'empereur illettré et lui parle en discours direct, lui apprenant le vrai sur les vertus (qu'il résume de la tradition aristotélicienne) mais dans une structure nouvelle. Comme on le voit de nouveau dans la préface *De fide Sanctae Trinitatis*²³, Alcuin agit de sa propre initiative : il trie, oriente, délimite la tradition augustinienne en l'instrumentalisant pour la réinterpréter. Il pratique une herméneutique qui poursuit des fins dans l'ordre de la vérité théorique, puis interroge ces doctrines pour donner sens à un présent inédit et urgent. Il s'agit de passer d'un monde flou, celui des rapports de forces, à un monde défini²⁴, celui des rapports de sens, en s'appropriant le discours théorique. À aucun moment Alcuin ne se laisse inféoder ou asservir au pouvoir politique de Charlemagne. Il voit que, pour sortir du cycle attaque violente/riposte armée, l'empereur a besoin non pas de lui personnellement mais d'un « intellectuel ». Il s'agit de comprendre qu'il faut maintenant rallier les Saxons à une aventure commune de civilisation. Charlemagne trouve son comptant de pouvoir dans la paix. Mais il doit d'abord s'incliner devant le prestige du livre et de l'héritage rationnel païen qu'il véhicule. Que cette dualité ne fût pas thématifiée au IX^e siècle, c'est une évidence. Mais on peut constater comment elle opère dans la culture.

III. L'intellectuel dans les lectures de la Renaissance

Puisque toute définition est conventionnelle plutôt que référentielle, on peut bien choisir de fermer celle de l'intellectuel sur le créneau temporel où le terme a été employé dans sa pleine acception, soit 1899-1980 environ. On aurait alors le « modèle lourd » : l'intellectuel engagé du XX^e siècle, responsable de la culture devant le jugement de l'histoire²⁵. Et dans ce cas de figure, toute notion d'intellectuel pré-moderne ou même pré-contemporain serait anachronique et constituerait une *category mistake*. Position extrême qui ne reflète pas la pratique historiographique.

Considérons le cas de la Renaissance européenne avec ses deux versants distincts, italien et néerlandais aux XIV^e et XV^e siècles puis touchant

l'Europe du nord au XVI^e siècle. Quel usage de la notion d'intellectuel(s)/*intellectual(s)* fait-on dans les travaux d'histoire des idées, d'histoire sociale et politique²⁶ ainsi que d'histoire de l'art ? Considérons à titre indicatif une liste de dix-huit ouvrages introductifs sur la Renaissance (cisalpine et transalpine) ayant fait ou faisant autorité entre 1873 et 2000²⁷. Il faut d'abord enregistrer le fait bien connu que l'horizon analytique se trouvait alors encombré par les deux paradigmes héroïques et romantiques qui ont institué la Renaissance en période distincte dans la périodisation historique : d'une part, *Renaissance et Réforme*²⁸ (1855) de Jules Michelet qui inclut le XVI^e siècle en Europe du nord et, d'autre part, *La civilisation de la Renaissance en Italie* (1860) de Jacob Burckhardt. Quoique antérieures à la création du mot, les figures du révolutionnaire et de l'*uomo universale* hyper-individualistes chevauchent certainement l'aire sémantique de l'*intellectuel* contemporain, tel que délimité dans la présente étude. Cependant, la projection subjective et les connotations lyriques qui les sous-tendent en ont fait des obstacles épistémologiques pour les entreprises d'histoire scientifique subséquentes.

C'est pourquoi, de Pierre Mesnard (1936)²⁹ à Paul Oskar Kristeller (1961), l'enjeu est manifestement de rendre à l'esprit renaissant ses justes proportions. Plutôt minimaliste et strict dans son essai-manifeste *Renaissance Thought* qui reprend et complète les Martin Classical Lectures de 1954, Kristeller s'emploie à montrer que les humanistes italiens comme ceux du nord ne sont pas de « vrais » philosophes, ni de grands théoriciens, qu'il faut les voir comme de petits maîtres³⁰, rhéteurs et philologues attachés à la lettre des textes, au style plutôt qu'à la substance intellectuelle, sans doctrine claire ou systématique qui leur soit propre. Kristeller n'emploie pas le terme d'*intellectuels* pour désigner ces penseurs dont il montre toutes les limites justement intellectuelles. C'est donc plus qu'une question de mots. Si on le suit sur ce terrain, le statut professionnel des humanistes (enseignants de collège ou précepteurs, archivistes, secrétaires de chancellerie, etc.) les exclut de la libre pensée des intellectuels, car la tradition rhétorique dont ils se réclament se fonde sur l'universalité du langage, alors que la tradition philosophique se fonde sur l'universalité de la pensée³¹. Réalité contre signe, être contre apparence. Le philosophe Kristeller semble réitérer le choix de Jean Pic de la Mirandole contre Ermolao Barbaro dans la controverse *De genere dicendi philosophorum* d'avril-juin 1485³². Cela ne revient-il pas à refuser globalement la perspective la plus originale de toute la Renaissance ?

À y regarder de près, les historiens de la culture ont, pour la plupart, répondu aux qualifications de Kristeller (développées dans ses autres travaux) pendant deux décennies et même au-delà, comme ils avaient répondu à l'essai de Le Goff. Et puisqu'il semblait impossible de rendre aux huma-

nistes quelque crédit intellectuel sérieux à visière levée, on observe que plusieurs commencent par rendre hommage à Kristeller avant de saper ses vues par une stratégie aussi oblique que celles des renaissants eux-mêmes. C'est ce que font, entre autres, Eugenio Garin (1990)³³ et le tandem Copenhaver/Schmitt (1992)³⁴ qui usent délibérément du mot et de la réalité de l'*intellectuel* pour faire comprendre le mouvement des humanistes, des juristes, et des « politiques » de la Renaissance étendue au XVI^e siècle dans des analyses qui furent reprises par la communauté savante.

Cette polarisation gouverne la distribution de l'usage ou le rejet du mot *intellectuel(s)* dans les textes que nous avons retenus. Pour le mesurer, ce sont l'introduction/préface et le premier chapitre de présentation des penseurs de la Renaissance qui ont retenu l'attention. On y a cherché les occurrences de *intellectuel(s)/intellectual(s)* comme substantif. (Voir le tableau en annexe). Un premier tiers de nos auteurs en fait un usage explicite. Chez un second tiers, le substantif est absent mais on trouve l'épithète pour qualifier le milieu, les courants, les attitudes, les méthodes, les débats³⁵. Quant au dernier tiers des auteurs, il n'emploie ni l'un ni l'autre. Les « agents culturels » sont alors désignés par diverses étiquettes : écrivains, savants, classe de lettrés, penseurs, philosophes, rhéteurs, philologues, érudits, *literate people, thinkers, scholars, political theorists, oratorial elite, etc.*

IV. Anachronisme de cette notion d'intellectuel à la Renaissance

S'agissant de comparer la figure de l'intellectuel du XX^e siècle que nous avons traitée comme type et celle du savant critique renaissant, les contrastes sont évidents. On ne peut manquer de prendre acte de la précarité du statut de « penseur civique » entre la fin du Moyen Âge et la première modernité qui s'inaugure avec le cardinal de Richelieu, Galilée, Descartes et Hobbes, dans la troisième décennie du XVII^e siècle. En effet, les cadres juridiques, capables de protéger la dissidence contre l'arbitraire du prince ou celui des corps constitués³⁶ n'existent pas. Le savant ne jouit pas d'une liberté d'expression reconnue ; on ne trouve pas de doctrine explicite de l'inviolabilité de sa personne. Tout au contraire, l'organisation de la censure et de la répression physique se précise à partir de 1480. L'Église et les États contrôlent le droit d'imprimer et le premier *Index des livres interdits* romain est promulgué en 1559, entre les sessions du Concile de Trente.

Non seulement, comme on le sait bien, les États ne fondent pas leur légitimité politique sur une théorie démocratique mais les savants (universitaires ou indépendants) ne prétendent pas parler non plus au nom du peuple quand ils débattent publiquement du sort de la culture. On voit d'ailleurs qu'ils ne s'adressent pas du tout au peuple puisqu'ils s'expriment en néo-latin pour la plupart et qu'ils écrivent dans des sociétés où l'alphabétisation

varie de 10% à 20% environ. Il ne s'agit pas d'éclairer le peuple sur son sort. Les savants se parlent entre eux, ou ils s'adressent au prince, ou encore ils prennent à témoin la classe dirigeante³⁷ et cherchent des appuis parmi les esprits éclairés de la nouvelle culture à l'échelle européenne. On n'y voit donc pas de loyauté définie qui relierait ce discours intellectuel à un corps national (toutes classes réunies) puisque la nation moderne n'existe pas encore. Certainement, Érasme se sent plus proche de l'Allemand Reuchlin, de l'Anglais Thomas More et du français Guillaume Budé quand il s'agit de chercher l'établissement de collèges trilingues ou de dénoncer les abus des théologiens ; il ne s'inquiète guère du sort des Bataves dont, après son retour d'Italie, il dit ne plus parler la langue pourtant « maternelle ». Sans diplôme souvent, sans emploi fixe, le penseur écrivain ou orateur n'a pour lui que son charisme qui est celui de la *virtù*. L'*auctoritas* qu'on lui accorde n'est pas codifiée, pas plus que ce corrélat qu'est le droit d'auteur. Il faudra attendre le *cogito* cartésien pour fonder en raison le sujet libre et législateur du vrai absolu.

Dans un monde où la fonction de pensée théorique n'est pas investie d'autorité première et indubitable, où le sujet du prince n'est pas perçu comme un citoyen doté de liberté native, comment construire une analogie valide avec la notion d'intellectuel propre au XX^e siècle ? Son rôle essentiellement médiateur s'inscrit entre des pôles apparemment trop différents. En effet, l'intellectuel à col roulé ou à chemise ouverte qui officie sur les écrans de télévision jusqu'à ce que cela devienne sa compétence première (celui-là même dont se moque Chomsky) n'existe pas à la Renaissance, comme on s'en doute.

Ce qui manque jusqu'en 1550 environ, c'est une opinion publique capable d'arbitrer les discussions et de freiner les abus des pouvoirs en place. On en trouve auparavant des embryons régionaux dans les jardins florentins des Rucellai, à la cour des papes, dans les coulisses du Concile de Trente, enfin dans quelques parlements de France. Ce qui fait défaut encore, ce sont des notions juridiques incarnées dans des lois. Jusqu'aux *Six livres de la République* (1576) de Jean Bodin, on n'a pas de concept opératoire de la souveraineté politique ; la réflexion du penseur critique ne peut pas invoquer sa propre souveraineté non plus. Elle doit donc chercher le meilleur argument d'autorité pour valider sa cause : hétéronomie radicale que la majesté antique du paradigme gréco-romain doit assurer et masquer. L'antiquité de l'idée ou de la thèse garantit leur vérité. À la fin de la Renaissance et jusqu'à Grotius, il manque encore une définition de la citoyenneté que l'intellectuel aurait besoin de mobiliser pour ancrer son discours dans le bien commun terrestre. La liberté de l'intellectuel, sa capacité de regroupement en milieu

critique agissant, suppose le fondement des rapports formels entre les citoyens et l'État, lesquels ne sont formulés qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles.

En conséquence, les discours critiques qui visent à amender la vie civique suscitent colère, interdits, répression, violence. Pour avoir voulu discuter publiquement, en 1487, neuf cents thèses de philosophie et de théologie païenne et chrétiennes au mérite, Jean Pic de la Mirandole est censuré et doit s'exiler volontairement en France. Après la chute de Soderini à Florence, le secrétaire Niccolò Machiavel est arrêté et torturé, puis exilé hors de la cité en 1513³⁸. Après 1520, Désiré Érasme craint d'être arrêté dans la ville orthodoxe de Louvain après la première condamnation et excommunication de Luther. Il juge plus prudent d'aller s'installer à Bâle, près de son éditeur Froben. Quand le danger surgit, le penseur critique voit sa propre nudité. Il cherche généralement une alliance avec un pouvoir. Henry VIII n'apprécie pas la remontrance de Thomas More et le fait décapiter en 1535. Étienne Dolet, qui exerce le subversif métier de libraire, est pendu en 1546. Le pape de Genève, Jean Calvin, a ses propres bûchers où, en 1553, meurt l'antitrinitaire Michel Servet. Pierre de La Ramée est le premier professeur personnellement interdit d'enseignement et de publication de 1543 à 1547 par une lettre royale³⁹. La *potestas* du prince semble se voir comme illimitée. Robert Estienne s'exile de lui-même vers Genève par crainte de la répression. Giordano Bruno est effectivement brûlé pour ses idées subversives à la fin de la Renaissance, en 1600. Ce ne sont pas des fantasmes mais bien des réactions autoritaires qui vont en s'amplifiant : on compte beaucoup plus de condamnations d'idées au XVI^e siècle qu'au XV^e siècle, et plus encore au XVII^e siècle qu'au XVI^e siècle, vu le poids de l'esprit hiérarchique tridentin. L'affirmation de la divisibilité principielle du pouvoir n'est pas linéaire dans la durée.

L'espace civique où les penseurs critiques viennent dire leurs inquiétudes sur le sort de la culture dont ils se sentent responsables ne fait pas encore partie de la représentation commune de la vie publique pendant la Renaissance. Il n'y a pas de normalité bien identifiée, donc la pertinence et le sens de l'intervention publique doivent être reconstruits et répétés à chaque prise de parole. La réponse varie selon l'intelligence des élites. Faut-il alors parler de proto- ou de crypto-intellectuels ? Il ne semble pas que ce soit approprié si l'on considère l'ampleur des changements par rapport au paradigme féodal précédent, quoi qu'en pense Le Goff.

V. Légimité de la notion d'*intellectuel* à la Renaissance

Prenons trois influents « intellectuels » médiévaux du XII^e siècle tout à fait contemporains : Pierre Abélard, Bernard de Clairvaux et Pierre le Vénérable. Ils sont certes savants et respectés. On vient les consulter dans leurs couvents ; ils entretiennent des discussions suivies par une partie du milieu

monastique savant. Pourtant, ce ne sont pas des intellectuels au sens que nous avons retenu ici car toutes leurs interventions sont subordonnées au primat du religieux. Ce ne sont pas des polymathes non plus que des individualistes. Ils n'ont pas développé, à partir de leur *scientia*, quelque *sapientia*⁴⁰ charismatique capable d'alerter les citoyens sur les problèmes de la cité terrestre et d'infléchir les volontés dans une direction indiquée à leur liberté.

Certainement, dès le milieu du XIV^e siècle italien, les savoirs universitaires entrent en crise sous la critique d'une première vague d'esprits dont les interventions s'articulent les unes aux autres. Ceux-ci vont avancer successivement trois programmes de réformes qui vont être mis en œuvre hors de l'université, dans les villes et par des clercs ou des laïcs centrés sur les besoins de la vie civique : il s'agit de se débarrasser des formes épuisées et de produire une *humanitas* autant urbaine qu'individuelle. Tout d'abord, les critiques doivent disqualifier le choix et la distribution des disciplines dans les universités dominées par la métaphysique et par des logiques régionales sophistiquées. Si ces anciennes « sciences » ne paraissent plus capables d'avoir une prise sur la réalité, c'est d'abord parce que ce réel est désormais senti et perçu autrement. Il faut pour cela une stratégie capable de garantir l'indépendance relative de la nouvelle culture (dominée par la rhétorique) par rapport aux conventions sociales, intellectuelles et ecclésiastiques. Cela demande une conscience des faits, une mise en interrogation, un engagement qui se déclare responsable, une réponse culturelle à promouvoir pour le salut de l'Occident : on reconnaît le thème commun des *Antibarbari*.

Au début du XV^e siècle, le second programme écarte et ridiculise la barbarie de la langue scolastique, vecteur coextensif à tous les savoirs médiévaux. C'est là un choix très habile pour contaminer d'un coup toute l'intellectualité précédente. Non seulement, les critiques humanistes veulent remplacer ce latin technique par un néo-latin cicéronien purgé de tout néologisme, mais ils veulent des institutions qui forment les étudiants en grec et en hébreu également. De formes nouvelles, historiquement authentifiées. Un englobant tout différent de l'être métaphysique, le langage, donne prise à une anthropologie neuve : le langage contraint la pensée et l'élève à la culture authentique.

Le troisième programme de réformes vient remplir ces formes nouvelles avec des doctrines antiques païennes restaurées ou retrouvées dans une quête de sources désormais orientée vers les disciplines jugées capables de répondre aux urgences du présent : la rhétorique, l'histoire, la poétique, l'éthique publique, la politique et l'esthétique. Pour ce qui concerne la Renaissance cisalpine, de Pétrarque à Savonarole, le néo-paganisme ébranle et envahit non seulement la culture savante mais encore les institutions

civiles et la cour pontificale (celle de Nicolas V Parentucelli principalement).

C'est dans le dialogue musclé que s'accomplit le « changement des mentalités » qui démontre que les leaders parmi les humanistes sont déjà des intellectuels. En effet, si comme y insistent les historiens comme Mandrou⁴¹, les intellectuels sont toujours le produit de leur temps et de leur monde, ils le transcendent aussi par quelque dimension qui leur permet de les modifier à des moments-charnières, comme la Renaissance des humanistes en est un. Une vieille culture, c'est-à-dire un système institutionnel qui a épuisé ses intuitions de l'intérieur et qui tombe dans les maniérismes caricaturaux (sauf en certains lieux encore créateurs). Un espace s'ouvre pour déplacer les valeurs, les intérêts et les savoirs. Et une fois les déterminismes socio-culturels desserrés, ceux qui ont dissous des réseaux de l'ancienne autorité l'attachent au nouveau paradigme antiquisant non sans s'en approprier une part au passage. Dans l'anomie de l'entre-deux, le désordre entre un ordre et l'autre, la République des lettres fait contrepoids et l'on voit que trois de ses plus éminents consuls — Leon Battista Alberti, Léonard de Vinci et Érasme de Rotterdam — sont des bâtards de naissance qui se font prier par des princes de bien vouloir jouer un rôle dans la vie publique. Leur ascension tient à leur *virtù*, c'est-à-dire au charisme d'une science alliée au talent de l'orateur. Leur *auctoritas* personnelle fait qu'on les veut comme guides et arbitres. Le modèle qu'ils ont imposé a réussi : ils y ont gagné un ascendant et une influence irréversibles. Après le succès de l'érasmianisme dans l'Europe du nord, les guerres de religion exigeront, à partir de 1562 pour la France, un abandon des thèses iréniques et dialogiques comme solutions aux violences croissantes. Une génération de monarchomaques puis de pragmatiques dits « politiques » vont faire dans l'État ce que l'Église a fait par les constitutions tridentines⁴² qui offrent le modèle de la monarchie absolue : imposer le silence et la paix d'autorité, prendre le monopole de la discussion, décréter l'orthodoxie, interdire la critique⁴³ et censurer les écrits. C'est le « philosophe », l'intellectuel du XVIII^e siècle français qui, après la mort de Louis XIV en 1715, renouera avec les penseurs critiques du XVI^e siècle, leur reconnaissant une fonction d'intellectuels (sans avoir encore le mot à leur disposition, et sans le mot, il est clair qu'on ne pense pas précisément la chose). Du point de vue de l'*auctoritas*, certainement les penseurs critiques de la Renaissance ont fait — fort inégalement — office d'intellectuels, qu'on leur en accorde ou non le titre rétroactivement.

En conclusion, si l'on s'entend pour exclure de la définition de l'*intellectuel* aussi bien les simples porteurs de savoir⁴⁴ que les spécialistes d'un problème clos, traité pour lui-même⁴⁵, on aura raison de penser que, entre le *De ipsius et multorum ignorantia* (1367) de Pétrarque et la controverse

Dirck Coornhert/Juste Lipse (1582-90)⁴⁶ sur la liberté de religion, il s'est trouvé dans chaque génération des savants pour intervenir sur la place publique et y défendre leur conception personnelle de la vérité et de la liberté de tous contre les autorités établies⁴⁷. Que leurs thèses se soient parfois révélées plus obscures que les idées dominantes de leur temps ne leur enlève pas ce statut d'intellectuels.

Tire-t-on trop la figure de l'intellectuel du côté de la philosophie en considérant Socrate (le Socrate de Platon) comme l'origine absolue et encore prégnante de cette position, somme toute si étonnante que personne n'en a d'abord reconnu le sens de service à la collectivité ?

Ironie destructrice et aussi travail de définition pour refaire pas à pas et on pourrait dire, maille à maille le tissu de la cité. Oui travail toujours d'ébranlement, de mise en question, de doute, l'ironie socratique, la terrible ironie socratique qui plonge dans l'inconfort et le désespoir ses vis-à-vis, toujours pour aboutir à construire quelque chose et à élaborer dans la probité et dans la clarté de meilleurs raisons de vivre.⁴⁸

On retrouve dans ces lignes de Paul Ricœur le caractère relationnel de l'intellectuel : ni chef de l'opposition politique, ni gourou inspiré par quelque puissance surnaturelle, il pense le vrai dans la temporalité longue qui fait le destin historique des cités, des républiques et des nations et, d'autre part, il mesure le bien commun dans une rationalité ample qui confronte les décisions courantes aux principes et aux finalités de la culture englobante. Mais Ricœur fait également valoir que l'intellectuel introduit l'écart de l'hétérogène : Socrate n'appartient pas seulement à la cité. Il invoque un ordre autre, un bien qui, sans pourtant être surnaturel, sert à mesurer et à juger Athènes. D'où l'inconfort.

Du platonisme fervent des premières générations d'humanistes cisalpins à l'admiration avouée de Montaigne, en fin de parcours, Socrate a servi de modèle à l'invention de l'intellectuel renaissant.

Université d'Ottawa

Notes

1. Je tiens à remercier Madame Sylvie Pichette-Gress de son soutien technique dans la production de ce texte.
2. Comme dans le discours juridique, le masculin embrasse ici le féminin.
3. Cf. Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Gallimard, Paris, 1972, p. 13, cité par Michel Winock, *Le siècle des intellectuels* (1997), Paris, Seuil, 1999, p. 763.
4. Un test intéressant nous est fourni par le discours engagé de Noam Chomsky dans le ch. 3 de *Understanding Power*, New York, The New Press, 2002 :
So if by « intellectual » you mean people who are using their minds, then it's all over the society. If by « intellectual » you mean people who are a special class who

are in the business of imposing thoughts, and framing ideas for people in power, and telling everyone what they should believe, and so on, well, yeah, that's different. Those people are called « intellectuals » — but they're really more a kind of secular priesthood, whose task is to uphold the doctrinal truths of the society. And the population *should* be anti-intellectual in that respect, I think that's a healthy reaction.

In fact, if you compare the United States with France — or with most of Europe, for that matter — I think one of the healthy things about the United States is precisely this: there's very little respect for Intellectuals as such. And there shouldn't be. What's there to respect ? I mean, in France if you're part of the intellectual elite and you cough, there's a front-page story in *Le Monde*. That's one of the reasons why French intellectual culture is so farcical — it's like Hollywood. (Séminaire des 15–16 avril 1989)

5. Cf. Jacques Le Goff, *Les Intellectuels au Moyen Âge* (1957), coll. « Points » H. 78, Paris, Le Seuil, 1985, p. I–X, nouvelle « Préface » :
Il me semble au contraire que le point de vue central de cet essai n'a cessé depuis 1957 d'être confirmé et enrichi. Il s'exprime d'abord par le mot « intellectuel » dont l'intérêt est de déplacer l'attention des institutions vers les hommes, des idées vers les structures sociales, les pratiques et les mentalités [. . .]. La vague, depuis la parution de ce livre, des études sur « l'intellectuel » ou « les intellectuels » n'est pas seulement, ne doit être seulement une mode. [. . .] l'emploi du terme « intellectuel » est justifié et utile. (p. I)
6. C'est le même Jacques Le Goff qui estime que les humanistes italiens ne remplissent plus les conditions qui font l'intellectuel médiéval et l'intellectuel en général : l'insertion dans la ville, la rationalité abstraite, le contact avec les étudiants et avec la masse (voir *op. cit.*, p. 172–88). Ainsi le mouvement humaniste serait anti-intellectualiste.
7. *Le Littré* de 1876 ne connaît pas cet emploi.
8. Soit de la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus par un Conseil de guerre jusqu'à sa réhabilitation.
9. *Le Robert historique de la langue française* (1992), article « intellectuel ». C'est Charles Péguy qui dédouane l'usage du pluriel en 1912, pour désigner une catégorie sociale (*ibid.*). Le corrélat de ces deux acceptions, le terme *intelligentsia* (calque du russe), entre dans l'usage en 1901 pour désigner l'ensemble des intellectuels d'une nation, héritiers d'un passé et d'une langue commune. Cf. *Le petit Robert*, 1968, article « intelligentsia ». Cf. *The Oxford English Dictionary* (1991), article « Intellectual », qui signale la première occurrence du pluriel chez Ruskin en 1847.
10. Qu'ils obtiennent en septembre 1899 : le verdict de culpabilité se voit confirmé et la lutte idéologique reprend.
11. Cf. Winock, p. 28–31. Pour un survol des postures de l'intellectuel dans le XX^e siècle, voir l'épilogue « La fin des intellectuels ? » p. 755–73.
12. Maurice Barrès dénonce leur outrecuidance et leur arrogance : « Tous ces aristocrates de la pensée tiennent à afficher qu'ils ne pensent pas comme la vile foule. » (*Scènes et Doctrines du nationalisme*, 2 vol., Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 49, cité par Winock, p. 31).
13. Cité dans Winock, p. 29–30.
14. C'est Julien Benda qui se fait le théoricien de cette figure dans le pamphlet *La trahison des clercs*, paru en 1927 (Paris, Le livre de poche, 1977).
Sans doute peut-on y voir un repentir pour le mépris cavalier avec lequel on avait traité les voix pacifistes de Jean Jaurès ou de Romain Rolland, avant la grande guerre.

15. Dans Winock qui porte sur les intellectuels français du XX^e siècle, on constate que, dans les vingt-trois pages de l'*Index nominum*, une seule femme, Simone de Beauvoir, fait l'objet d'un exposé narratif d'au moins dix pages (sur les 773 pages du texte principal). Françoise Giroud et Maria Antonietta Macciocchi ont droit à quelques pages chacune. Seules huit autres femmes méritent plus de cinq renvois dans ce texte tout à fait fouillé. Par ordre décroissant, ce sont : Annie Kriegel, Elsa Triolet, Nicole Racine-Furlaud, Simone Weil, Edith Thomas, Élisabeth van Rysselberghe, Mme de Loynes et Andrée Viollis.
16. Pour faire échec aux thèses de Jacob Burckhardt (*La Civilisation de la Renaissance en Italie* [1860], trad. Schmitt/Klein, 2 vol., Paris, Le livre de poche, 1986), Paul Oskar Kristeller nous avertissait, il y a quarante ans, des pièges que pose l'emploi de catégories (Renaissance) et de notions (Humanisme) qui n'avaient pas cours dans une époque dont on veut rendre compte : « This seems to me a bad example of that widespread tendency among historians to impose the terms and labels of our modern time upon the thought of the past. » (*Renaissance Thought: The Classic, Scholastic and Humanist Strains*, New York, Harper Torchbooks, 1961, p. 8). Il emploie néanmoins ces termes ainsi que « néo-platonisme », tous néologismes du XIX^e siècle allemand.
17. Le dernier manifeste de ces valeurs métaphysiques peut se lire dans le ch. I « La relève des humanistes » de l'ouvrage de Pierre-Henri Simon, *L'Homme en procès*, Neuchâtel, La Baconnière, 1949. Les responsabilités de l'intellectuel y sont définies. Ce même Simon a joué son rôle d'intellectuel en dénonçant la torture exercée par l'armée française en Algérie dans un pamphlet : *Contre la torture*, Paris, Seuil, 1957. À l'autre extrémité, Paul Nizan attaque Julien Benda et Léon Brunschvicg précisément sur cette distance et sur l'illusion de surplomb qu'elle donne. À vingt-sept ans, dans *Les chiens de garde* [1932] paru chez Rieder, Nizan dénonce l'intellectuel bourgeois qui pose au contemplatif : « Ainsi M. Benda ne saurait se dispenser d'une certaine hypocrisie. Plus retors que ses confrères, il ne nie pas comme eux qu'il a cessé de s'intéresser aux hommes, mais il enseigne que c'est en les désertant qu'il les sert le mieux. » (*Les chiens de garde*, Paris, petite collection Maspero, 1960, p. 62).
18. C'est ainsi que Jean Huss n'a pas été perçu comme un intellectuel, au début du XV^e siècle : malgré son sauf-conduit émis par l'empereur, il est saisi et brûlé pendant le Concile de Constance en 1415. Un siècle plus tard, Luther jouit déjà d'une *auctoritas* relative qui le protège, en dehors de la dimension sacrée.
19. La doctrine de l'intellectuel organique chez Antonio Gramsci ne reconnaît plus cette conviction.
20. La soumission publique de l'empereur Henry IV au pape Grégoire VII Hildebrand à Canossa, en 1077, pour mettre fin à la Querelle des Investitures, consacre la division du pouvoir. Même avec une armée, le prince ne peut incarner à la fois le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel : « The idea of the Tsar of Muscovy, or the Byzantine Emperor, or the Ottoman Sultan performing an analogous penance is an inherent absurdity. », George Schöpfung, « The Political Traditions of Eastern Europe », *Dædalus*, t. 119, n° 1 (Winter 1990), p. 57.
21. *Ibid.*, p. 55-90.
22. Alcuin, *De arte rhetorica dialogus*, in *Rhetores latini minores*, éd. C. Halm, Leipzig, 1863, livre I.

23. Alcuin, *De fide Sanctae Trinitatis*, vers 802 ; cf. *Epistola nuncupatoria*, PL 101, 11D à 12A.
24. Cf. Kurt Flasch, *Introduction à la philosophie médiévale* (1987), trad. Bourgknecht, Paris, Champs/Flamarion, 1998, p. 4–13.
25. Dont témoignent entre autres les procès réels ou idéologiques contre Drieu La Rochelle, Heidegger, ou avant eux, Mounier.
26. Incluant les études typologiques sur l'homme de la Renaissance, l'homme protestant, etc.
27. Cet échantillon regroupe dix ouvrages écrits en anglais, cinq en français et un en allemand, néerlandais et italien respectivement. Le terme original *intellectuel* se translittère directement en français ou en anglais sans poser le problème de la traduction pour les fins de repérage qui sont les nôtres ici. Cf. *Intellektuell*, *Intellectuele groepen*, *Intellettuale*.
28. Jules Michelet, *Histoire de France*, int. et comm. Claude Mettra, 18 vol., Lausanne, éd. Rencontre, 1965 ; *Renaissance et Réforme. Histoire de France au XVI^e siècle* est le septième des 18 volumes de la grande *Histoire de France* publiée entre 1833 et 1867, où l'auteur pose au justicier cherchant chez les idéologues pré-modernes des signes annonciateurs de la Révolution française.
29. Pierre Mesnard, *L'Essor de la philosophie politique au XVI^e siècle* (1936), Paris, Vrin, 1977.
30. Il semble que, pour Kristeller, c'est le philosophe qui accomplit la figure de l'intellectuel sérieux. Et puisque les *Studia humanitatis* de la Renaissance italienne n'ont rien d'un système philosophique mais se réduisent plutôt à un programme culturel et pédagogique (p. 10), alors les œuvres des humanistes, manifestent le talent de « consummate writers and scholars » et restent « amateurish » par rapport à la hauteur de la tradition grecque (p. 17).
31. Cf. Kristeller, p. 11–12.
32. Cf. Giovanni Pico della Mirandola, lettre à Ermolao Barbaro du 3 juin 1485, *Opera Omnia* (1567–1573), int. Cesare Vasoli, 2 vol., facsimile, Hildesheim, Georg Olms, 1969, t. 1, p. 351–58 ; pour la traduction française, voir Olivier Boulnois et Giuseppe Tognon, *Jean Pic de la Mirandole. Œuvres philosophiques*, coll. Épiméthée, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 255–66.
33. Eugenio Garin, dir., *L'Homme de la Renaissance*, trad. Aymard/Lesort, Paris, Seuil, 1990. Dans son introduction, il ouvre la catégorie des intellectuels jusqu'aux gens d'action : notaires, rhéteurs, chanceliers, orateurs et secrétaires diplomatiques, enfin imprimeurs et éditeurs, technicien de l'art de la guerre et architectes (p. 12–14). Les intellectuels sont les agents qui explorent les bibliothèques conventuelles, organisent les nouvelles académies, ouvrent des centres de pédagogie, font circuler des manifestes en faveur de la nouvelle culture (p. 16–17). Et dans son chapitre sur le philosophe renaissant qui fait une place au magicien, au médecin ainsi qu'à l'astrologue, Garin donne d'abord raison à Jacques Le Goff d'avoir projeté la notion d'intellectuel sur le Moyen Âge (p. 177) ; il en prolonge la pertinence dans la Renaissance, à l'encontre du même Le Goff.
34. Brian P. Copenhaver and Charles B. Schmitt, *A History of Western Philosophy*, vol. 3 (*Renaissance Philosophy*), Oxford, Oxford University Press, 1992. Après la mort de Schmitt, Copenhaver (qui a terminé seul l'ouvrage) a pris soin d'obtenir un blanc-seing

assez neutre de Kristeller avant de prendre la position suivante : Kristeller a raison quand il affirme n'avoir pas trouvé de grands penseurs systématiques comme les philosophes grecs (lisez : comme la grande tradition philosophique allemande) parmi des humanistes de la Renaissance (Early Modern) ; pour évaluer correctement ces derniers, il faut les rencontrer « on their own terms » (p. 21), c'est-à-dire à l'aune de la vérité rhétorique. Ils forment une élite intellectuelle (p. 31) qui a introduit un profond renouveau intellectuel (p. 4) et développé « a pan-European network of scholars and intellectuals » (p. 154). Nous voici donc à l'opposé des thèses de Kristeller, mais sous son patronage.

35. Il s'agit encore ici de la présentation et du premier chapitre d'ouvrages de survol, de synthèse, de typologie ou d'introduction thématique.
36. La répression exercée par les Églises n'est pas dans notre propos.
37. La *sanior pars* qui inclut des segments variables selon les sociétés. Ainsi dans les cités italiennes, dès le XIV^e siècle, le marchand puissant fait partie de la classe des lettrés et peut acquérir de l'influence politique, ce que le marchand français ne peut encore faire deux siècles plus tard.
38. Comme d'autres, il estime chose normale qu'on veuille le détruire et ne s'en plaint pas, vu qu'il est le perdant.
39. Il meurt assassiné lors du massacre de la Saint-Barthélémy en août 1572. Mais ce n'est pas pour sa qualité d'intellectuel.
40. Cette étrange liaison non objective demeure mystérieuse de nos jours encore.
41. Cf. Robert Mandrou, *Histoire de la pensée européenne*, vol. 3 (*Des humanistes aux hommes de science XVI^e et XVII^e siècles*) (1973), coll. « Points » H.8, Paris, Seuil, 1979, p. 42.
42. Qui offrent le premier modèle de la monarchie absolue.
43. Comme si la *potestas* pouvait occuper tout l'espace.
44. Comme le furent la plupart des universitaires, surtout au-delà des Alpes.
45. Tel le chanoine Mikolaj Copernic dans le *De revolutionibus orbium coelestium* de 1543, dont le préfacer, Rheticus, se montre plus socialement clairvoyant et culturellement engagé.
46. Cf. le *Synode sur la liberté de conscience* du premier et le *De una religione* du second, mis en regard de leurs autres publications.
47. Incluant les institutions intellectuelles elles-mêmes.
48. Cf. Paul Ricœur, « Interrogation philosophique et engagement », conférence du 22 octobre 1965, in *Pourquoi la philosophie*, Montréal, Éd. de Sainte-Marie, 1968, p. 10.

Annexe*

Occurrences du mot *intellectuel(s)/intellectual(s)* pris substantivement
pour désigner les penseurs de la Renaissance européenne

Auteurs	Date	Occurrence	Pages
Pater	1873	NON	
Roeder	1933	NON	
Mesnard	1936	NON	
Huizinga	1948	NON	
Le Goff	1957	OUI	I–X
Kristeller	1961	NON	
Mandrou	1973	OUI	9, 13, <i>pass.</i>
Huppert	1977	NON	
Skinner	1978	NON	
Garrison	1980	NON	
Garin, ed.	1990	OUI	13, 198, 210
Copenhaver	1992	OUI	23, 31, <i>pass.</i>
McConica	1993	NON	
Nauert	1995	OUI	20, 24, <i>pass.</i>
Rebhorn	1995	NON	
Jardine	1996	OUI	154
Kraye, ed.	1996	NON	
Lestringant	2000	NON	

*Liste des ouvrages figurant exclusivement dans l'Annexe : Huizinga, Johan, *Men and Ideas. History, the Middle Ages, the Renaissance. Essays*, trad. James S. Holmes et Hans van Marle, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1984 ; Huppert, George, *Les Bourgeois Gentilshommes. An Essay on the Definition of Elites in Renaissance France*, Chicago, Ill., University of Chicago Press, 1977 ; Jardine, Lisa, *Worldly Goods. A New History of the Renaissance* (1996), Londres, Papermac/Macmillan, 1997 ; Kraye, Jill, ed., *The Cambridge Companion to Renaissance Humanism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Lestringant, Frank, Josiane Rieu, et Alexandre Tarrête, *Littérature française du XVI^e siècle*, coll. « Premier cycle », Paris, Presses Universitaires de France, 2000 ; McConica, James, Anthony Quinton, Anthony Kenny, et Peter Burke, *Renaissance Thinkers. Erasmus, Bacon, More, Montaigne*, Oxford, Oxford University Press, 1993 ; Nauert, Charles G., *Humanism and the Culture of Renaissance Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Pater, Walter, *The Renaissance. Studies in Art and Poetry*, Londres, Macmillan, 1873 ; Rebhorn, Wayne A., *The Emperor of Men's Minds. Literature and the Renaissance Discourse of Rhetoric*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1995 ; Roeder, Ralph, *The Man of the Renaissance. Four Lawgivers: Savonarola, Machiavelli, Castiglione, Aretino*, New York: Viking Press, 1933 ; Skinner, Quentin, *The Foundations of Modern Political Thought* (1978), 2 vol., t. I (*The Renaissance*), Cambridge: Cambridge University Press, 1988.